



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Biepe - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SOCIETE SADAS S.A.
VERTBAUDET de respecter les articles 13.3.1 et 14.1 de son arrêté
préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 janvier 1996 pour son
établissement situé à MARQUETTE-LEZ-LILLE et WAMBRECHIES**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L. 171-7 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les actes réglementant au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement les activités de la société SADAS VERTBAUDET – siège social : 216, rue Winoc Choqueel à Tourcoing (59200) – à exploiter ses activités, sur le territoire des communes de Marquette lez Lille au 1, avenue industrielle – Chemin de l'humanité et à Wambrechies au 8, rue d'Ypres, et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 janvier 1996 ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 17 décembre 2014, chargé du service de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que suite à une visite d'inspection approfondie sur site en date du 19 novembre 2014, des non conformités importantes ont été relevées au regard des articles 13.3.1 et 14.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 janvier 1996 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à la société SADAS VERBAUDET, par voie d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 171-7 du Code de l'Environnement de respecter lesdites prescriptions ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société **SADAS VERBAUDET**, dont le siège social est situé 216, rue Winoc Choqueel à Tourcoing (59200), est mise en demeure de respecter pour le site qu'elle exploite 1 avenue Industrielle, Chemin de l'Humanité à Marquette lez Lille et au 8, rue d'Ypres à Wambrechies, dans un délai n'excédant pas **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 13.3.1 (dispositions constructives) et 14.1 (détection incendie) de son arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 janvier 1996.

Article 2 -

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 -

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de MARQUETTE-LEZ-LILLE et WAMBRECHIES,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de MARQUETTE-LEZ-LILLE et WAMBRECHIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.

Fait à Lille, le 22 DEC 2014

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

Guillaume THIRARD

